

Téléphone : 73.38.30.22

Télécopie :

Hôtel-de-Ville : 73.38.60.27

Mairie Annexe : 73.38.35.21

ARRETE MUNICIPAL CONTRE LE BRUIT



LE MAIRE DE LA VILLE DE RIOM,
Vice-Président du Conseil Régional,
Conseiller Général,

VU le Code des Communes, articles L 131.1, L 131.2, L 132.8 modifiés,

VU le règlement sanitaire Départemental du 13 Juin 1980,

VU l'Arrêté Préfectoral du 26 Avril 1991 relatif aux bruits,

VU le Code Pénal et notamment l'article R. 26-15,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1, L.2, L.48 et L.49,

VU l'article 26 de la loi n° 90-1067 du 28 Novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du Code des Communes,

VU le décret n° 73-502 du 21 Mai 1973 relatif aux infractions à certaines dispositions du titre Ier livre 1er du Code de la Santé Publique,

VU le décret n° 88-523 du 5 Mai 1988 pris pour l'application de l'article 1er du Code de la Santé Publique et relatif aux règles propres à préserver la santé de l'homme contre les bruits de voisinage,

VU l'arrêté du 5 Mai 1988 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage,

CONSIDERANT que le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique incombe à l'Etat dans les communes à police étatisée, à l'exception des bruits de voisinage, qui restent de la compétence du Maire

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Les dispositions de l'arrêté municipal du 9 MARS 1982 relatives au bruit sont abrogées et remplacées par les dispositions de l'arrêté Préfectoral du 26 Avril 1991, dont extrait ci-après :

" Sur la voie publique et dans les lieux publics ou accessibles au public, sont interdits les bruits gênants par leur intensité, et notamment ceux susceptibles de provenir :

- des publicités par cris ou par chants ;
- de l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore par haut-parleurs, tels que postes récepteurs de radio, magnétophones et électrophones, à moins que ces dispositifs ne soient utilisés exclusivement avec les écouteurs ;
- de l'emploi d'appareils d'amplification ;
- des réparations ou réglages de moteur, à l'exception des réparations de courte durée permettant la remise en service d'un véhicule immobilisé par une avarie fortuite en cours de circulation ;
- de l'utilisation des pétards ou autres pièces d'artifices : des dérogations individuelles ou collectives aux dispositions de l'alinéa précédent pourront être accordées par le Sous-Préfet lors de circonstances particulières telles que manifestations commerciales, fêtes ou réjouissances, ou pour l'exercice de certaines professions.

Les fêtes suivantes font, en outre, l'objet d'une dérogation permanente : jour de l'an, fête nationale du 14 Juillet, fête de la musique, fêtes annuelles de la commune telles que les Fêtes de Saint-Amable, le Tour Cycliste de Riom, les soirées JAZZ à Riom, et autres fêtes et animations d'importance.

Toute personne utilisant, dans le cadre de ses activités professionnelles, à l'intérieur de locaux ou en plein air, sur la voie publique ou dans des propriétés privées, des outils ou appareils, de quelque nature qu'ils soient, susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore ou des vibrations transmises, doit interrompre ces travaux entre 20 heures et 7 heures et toute la journée des dimanches et jours fériés, sauf en cas d'intervention urgente. En dehors de ce cas, des dérogations exceptionnelles et de durée limitée pourront être accordées par le Sous-Préfet s'il s'avère nécessaire que les travaux considérés soient effectués en dehors des heures et jours autorisés à l'alinéa précédent. Les demandes de dérogation seront déposées en mairie et transmises avec l'avis du maire à Monsieur le Sous-Préfet de Riom.

Les personnes ne pouvant, sans mettre en péril la bonne marche de leur entreprise, arrêter entre 20 heures et 7 heures les installations susceptibles de causer une gêne pour le voisinage, devront prendre toute mesure technique efficace afin de préserver la tranquillité du voisinage. Cet alinéa concerne en particulier les installations de climatisation, de ventilation, de production du froid, de compression, etc...

Toute personne ou association de personnes exerçant sur un domaine public ou privé des **activités de loisirs** susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore devra prendre toute précaution afin que ces activités ne troublent pas la tranquillité du voisinage. Ces activités ne pourront qu'être exceptionnelles et limitées dans le temps.

Les travaux de bricolage ou de jardinage réalisés par des particuliers à l'aide d'outils ou d'appareils susceptibles de causer une gêne pour le voisinage en raison de leur intensité sonore, tels que tondeuses à gazon à moteur thermique, tronçonneuses, perceuses, raboteuses ou scies mécaniques ne peuvent être effectués que :

- les jours ouvrables de 8 heures à 20 heures ;
- les samedis de 9 heures à 19 heures ;
- les dimanches et jours fériés de 10 heures à 12 heures.

Les propriétaires et possesseurs d'animaux quels qu'ils soient sont tenus de prendre toutes mesures propres à éviter une gêne pour le voisinage.

Les éléments et équipements des bâtiments doivent être maintenus en bon état de manière à ce qu'aucune diminution anormale des performances acoustiques n'apparaisse dans le temps ; le même objectif doit être appliqué à leur remplacement.

Les travaux ou aménagements, quels qu'ils soient, effectués dans les bâtiments ne doivent pas avoir pour effet de diminuer sensiblement les caractéristiques initiales d'isolement acoustique des parois.

Toutes précautions doivent être prises pour limiter le bruit lors de l'installation de nouveaux équipements individuels ou collectifs dans les bâtiments."

ARTICLE 2° :

Etablissements ouverts au public : les propriétaires, directeurs ou gérants d'établissements ouverts au public, tels que cafés, bals, bars, discothèques, cinémas, etc... doivent prendre toutes mesures utiles pour que les bruits émanant de ces locaux et ceux résultant de leur exploitation ne perturbent pas le repos ou la tranquillité du voisinage.

ARTICLE 3° :

Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Commandant de Gendarmerie de RIOM, les Agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

ARTICLE 4° :

Ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de RIOM.

Fait à RIOM,

~~le 30 novembre 1991~~

le 9 Décembre 1991

LE MAIRE,

